

Déclaration de l'Alliance Sahel sur le changement climatique

15 février 2021 – La Ministre espagnole des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération en sa qualité de Présidente de l'Assemblée générale de l'Alliance Sahel fait aujourd'hui la déclaration ci-après :

En 2020, la région du Sahel a été durement touchée par la pandémie de COVID19 ainsi que par des inondations catastrophiques. Le Sahel est considéré comme l'une des régions du monde les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique. Avec une croissance démographique importante et des défis récurrents liés à la dégradation de l'environnement, à la pauvreté et aux conflits, les effets du changement climatique exacerbent les vulnérabilités existantes

Les pays du G5 Sahel figurent parmi les 20% les plus vulnérables aux risques du changement climatique, le Tchad se classant au premier rang, selon l'indice ND GAIN¹, suivi par le Niger (9ème) et le Mali (12ème). La fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes, l'épuisement des ressources naturelles, l'insécurité alimentaire et hydrique, la multiplication des maladies et l'augmentation des migrations et des déplacements ne sont que quelques-unes des conséquences de ce phénomène.

Les contributions déterminées au niveau national (CDN) de tous les pays du G5 Sahel comprennent, comme domaines prioritaires, la gestion durable des terres, l'agriculture, la gestion de l'eau et l'amélioration de l'accès à l'énergie. EN 2021, les pays du G5 soumettront leurs CDN actualisées présentant des ambitions accrues. Les membres de l'Alliance Sahel s'engagent à les soutenir dans la réalisation de ces ambitions, visant une meilleure adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, tout en promouvant des actions offrant des co-bénéfices climat. Ils espèrent que la 26ème Conférence des Parties des Nations Unies sur le changement climatique (COP26), qui se tiendra à Glasgow en novembre 2021, portera des engagements forts et des résultats ambitieux en matière de décarbonation.

Reconnaissant l'importance du climat en tant que thématique transversale, l'Alliance Sahel a officiellement créé en juillet 2019 un groupe de travail dédié au climat, coprésidé par la Banque Africaine de Développement et le Ministère néerlandais des Affaires étrangères. Les objectifs de ce groupe sont d'intégrer à la fois l'atténuation et l'adaptation au changement climatique dans toutes les interventions de l'Alliance Sahel et de contribuer à harmoniser et à coordonner les efforts entre les partenaires et les priorités des pays du G5, telles que définies dans les CDN ou les Plans nationaux d'adaptation.

Les membres de l'Alliance Sahel apportent un soutien fort aux pays du G5 Sahel dans la mise en œuvre de programmes climatiques ambitieux :

¹ Indice Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-Gain), 2016 : <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>

- De nombreux membres contribuent déjà à l'initiative de la **Grande Muraille verte au Sahel** (restauration des terres, séquestration du carbone, création d'emplois). L'Agence française de développement, en collaboration avec l'UE, la Banque mondiale, le FIDA, le Fonds vert pour le climat et d'autres membres de l'Alliance, a prévu de renforcer son soutien à cette initiative, dans le cadre d'une approche multibailleurs et transnationale, axée sur la résilience rurale et le développement de pratiques agroécologiques.
- La Banque africaine de développement est le fer de lance de l'initiative « **Desert to Power** », un vaste programme régional visant à promouvoir des investissements à grande échelle pour exploiter le potentiel solaire de 11 pays du Sahel (dont les pays du G5 Sahel), afin de déployer 10 GW d'énergie solaire d'ici 2030 et de fournir un accès à l'électricité à environ 250 millions de personnes dans tout le Sahel. La BAD gère également plusieurs fonds dédiés au climat, tels que le **Fonds spécial ClimDev-Afrique** (CDSF) et le **Fonds africain pour le changement climatique** (ACCF), afin d'améliorer le réseau météorologique et les systèmes de prévision climatique au Sahel (projet du CDSF) et de créer un environnement institutionnel et politique propice à la transition vers la croissance verte au Mali (projet de l'ACCF).
- Financé par la BAD avec le soutien de la FAO et de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), le projet **BIOPALT**, mis en œuvre par l'UNESCO, vise à sauvegarder les ressources hydrologiques, biologiques et culturelles de ce bassin. Le projet permet aux cinq pays membres de la CBLT de renforcer leurs capacités pour une gestion transfrontalière coordonnée du bassin. Il comprend la mise en place d'un système d'alerte précoce aux inondations et aux sécheresses pour la résilience climatique, afin de protéger les moyens de subsistance de plus de 40 millions d'habitants.
- Au niveau régional, la France accompagne les pays du Sahel à travers l'initiative **CREWS (Climate Risk and Early Warning Systems)**, qui met en œuvre un projet de systèmes d'alerte précoce dans la région. La France apporte également un appui financier au mécanisme d'assurance **African Risk Capacity**, pour faire face à l'impact des événements climatiques extrêmes. Par le biais du mécanisme **Adapt'Action** de l'Agence française de développement, la France soutient la mise en place d'un système national de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) du Niger, en partenariat avec le PNUD et la Banque mondiale.
- Au Burkina Faso et au Niger, le PAM et l'UNICEF travaillent avec des ONG locales et internationales dans le cadre de l'**initiative Resilience in the Sahel Enhanced (RISE)** financée par l'USAID. Cette initiative s'attaque aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité chronique et œuvre pour un renforcement de la résilience face aux chocs externes récurrents. Le programme appuie les mêmes communautés vulnérables depuis plusieurs années et a bénéficié à environ 400 000 personnes dans 60 communautés au Burkina Faso et au Niger. Au Niger, plus de 90 000 hectares de terres dégradées ont été réhabilitées, ce qui a permis

d'augmenter très significativement la production et l'accès à la nourriture pour les communautés les plus vulnérables.

- Pour résoudre les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, dans le cadre du Programme d'investissement prioritaire (PIP) du G5 Sahel, le PAM, la FAO et l'OIM entreprennent conjointement des initiatives opérationnelles liées à la transhumance résiliente.
- Dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), le projet phare intitulé « ***Autonomiser les femmes grâce à des chaînes de valeur agricoles résilientes face au changement climatique*** » a déjà bénéficié directement et indirectement à plus de 30 000 femmes entrepreneurs du secteur agroalimentaire. L'initiative est un programme conjoint des Nations Unies avec le Secrétariat Exécutif du G5 et implique le PNUD, la FAO, l'UNICEF, ONU Femmes, le PAM, l'OIM, le FNUAP et OCHA.
- Le **Foreign Commonwealth and Development Office (FCDO)** du Royaume-Uni a mis en place deux programmes liés au climat ciblant spécifiquement les pays du G5 Sahel : un programme de réponse aux chocs qui vise à orienter de manière préventive les transferts d'argent liquide vers les populations pauvres et vulnérables exposées aux chocs climatiques anticipés et un programme de production d'énergie hors réseau, à travers des mini-réseaux verts et de systèmes solaires domestiques dans les zones rurales du Sahel.